

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



RAPPORT **D'ORIENTATIONS** **BUDGETAIRES 2023**

MEDOC
ATLANTIQUE

— Communauté de Communes —

De l'estuaire à l'océan !

Annexé à la délibération du **23 février 2023**

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



- **CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**
- **LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023**
- **EXÉCUTION 2022**
- **LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS 2023**
- **ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL**

I. Contexte économique et financier

A. Ralentissement, voire un arrêt de la croissance du PIB en 2023
(Etude La Poste AMF – 01/2023)

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

Les hypothèses de la loi de Finances pour 2023:

- Croissance de PIB en 2023 : + 1 %
- Déficit public en 2023 : 4,2 % du PIB
- Endettement public 2023 : 111,2 % du PIB
- Taux d'inflation 2023 : 4,2 %

Prévisions de croissance (PIB volume)

Prévisions annuelles France	2022	2023
Insee (déc. 2022)	+2,5%	/
Banque de France (déc. 2022)	+2,6%	+0,3%
Commission européenne (nov. 2022)	+2,6%	+0,4%
OCDE (nov. 2022)	+2,6%	+0,6%
FMI (oct. 2022)	+2,5%	+0,7%
Gouvernement (PLF 2023)	+2,7%	+1%

Prévisions d'inflation*

Prévisions annuelles France	2023
Insee (déc. 2022)	/
Banque de France (déc. 2022) - IPCH	+6,0%
Commission européenne (nov. 2022) - IPCH	+4,4%
OCDE (nov. 2022) - IPCH	+5,7%
FMI (oct. 2022) - IPCH	+4,6%
Gouvernement (PLF 2023)	+4,2%

I. Contexte économique et financier

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Ralentissement, voire un arrêt de la croissance du PIB en 2023 (note de conjoncture Banque de France – 12/2022)

- L'économie française subit un choc important de prélèvement extérieur d'au moins 1,5 % du PIB, du fait principalement de la forte hausse des prix de l'énergie en Europe, conséquence de la guerre russe en Ukraine. Il en résulte une inflation trop élevée et une ponction sur les revenus réels des entreprises et des ménages, en large partie cependant amortie par les finances publiques.
- Les tensions sur les prix internationaux des matières premières, même si elles se sont partiellement relâchées depuis septembre, se sont traduites par une inflation en augmentation continue sur l'année 2022, qui s'établirait à 6,0 % en moyenne annuelle. Celle-ci se maintiendrait au même niveau en moyenne annuelle en 2023, mais son profil en glissement annuel serait très différent, avec un pic au premier semestre 2023 puis une nette décrue ensuite (au voisinage de 4 % en fin d'année)
- La croissance en moyenne annuelle du PIB s'établirait à 2,6 % en 2022, portée par la résistance de la demande et le rebond du secteur des services, même si le ralentissement de l'activité a été assez net au second semestre. Dans ce contexte, les créations nettes d'emploi sont restées fortes et le taux de chômage est revenu à un niveau historiquement bas pour la France (7,3 % en 2022).
- Avec le plein effet du choc externe, l'année 2023 enregistrerait un ralentissement marqué, et la croissance du PIB n'atteindrait que + 0,3 %. Une telle projection est entourée d'une incertitude toujours large, notamment liée aux aléas sur les quantités et les prix d'approvisionnement en gaz : **nous retenons de ce fait une fourchette comprise entre - 0,3 % et + 0,8 % pour cette prévision de la croissance en 2023. Nous ne pouvons donc pas exclure la possibilité d'une récession, qui serait cependant alors temporaire et limitée**

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

(croissance annuelle en %)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	- 7,9	6,8	2,6	0,3	1,2	1,8
IPCH	1,3	0,5	2,1	6,0	6,0	2,5	2,1
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,5	4,0	2,8	2,2

Données corrigées des jours ouvrables. Projections réalisées sous des hypothèses techniques établies au 23 novembre 2022.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

I. Contexte économique et financier

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



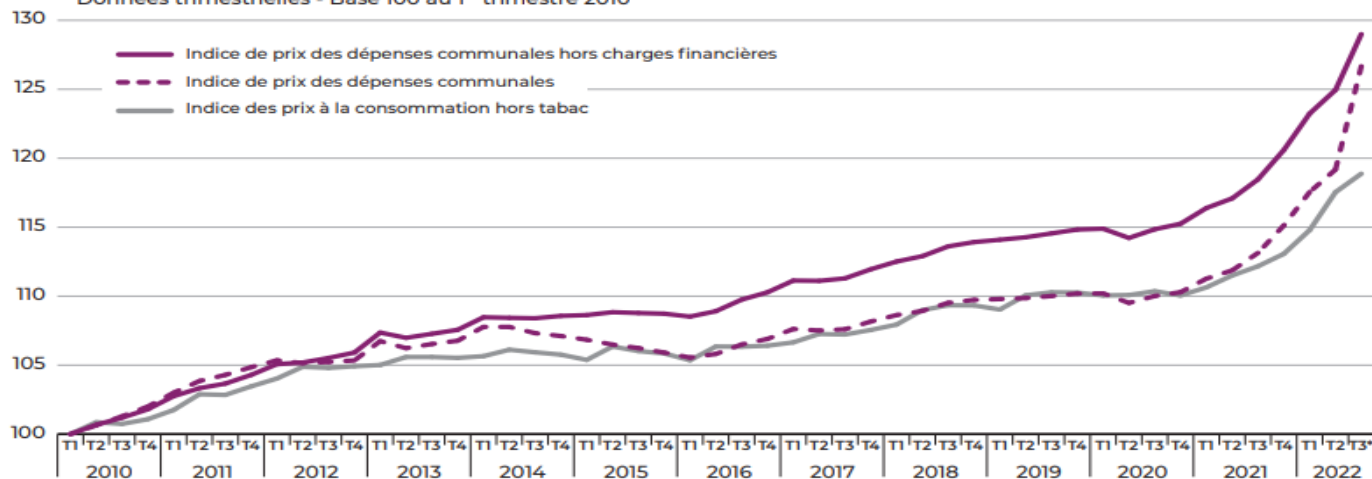
ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

B. Une conjoncture hautement inflationniste (source étude Banque postale/AMF -01/2023)

- L'Europe est la région du monde la plus affectée par les répercussions de la guerre en Ukraine ce qui amène la zone euro à un taux d'inflation de 10,7 % en octobre 2022
- A l'instar de 2022, les collectivités vont supporter une inflation importante, vraisemblablement supérieur à ce que vont supporter les ménages
- Elle serait pour 2022 de 7,2 % (contre + 4,5 % pour l'indice des prix à la consommation).

Indice de prix des dépenses communales

Données trimestrielles - Base 100 au 1^{er} trimestre 2010



* Estimation du 3^{ème} trimestre 2022 sur la base de 59 % des indices disponibles à septembre, les autres indices ont été figés à leur niveau d'août.

I. Contexte économique et financier

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



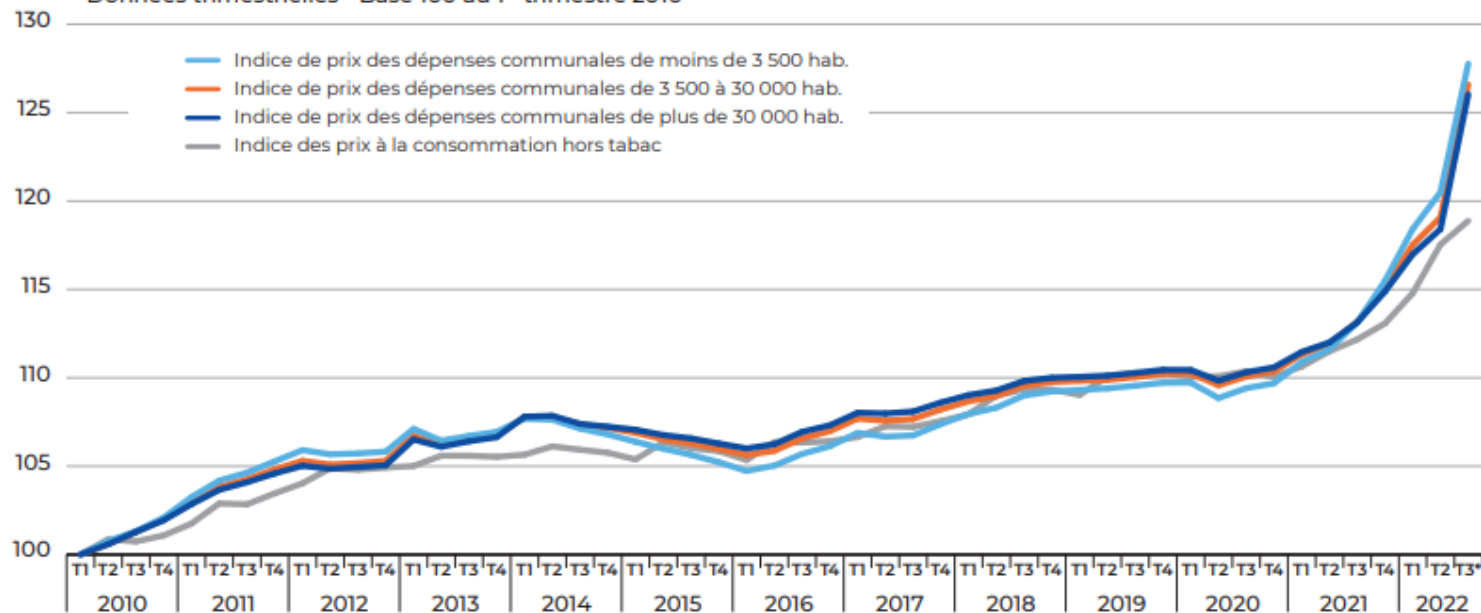
ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

B. Une conjoncture hautement inflationniste (source étude Banque postale/AMF -01/2023)

Le budget et les capacités financières des collectivités les plus modestes sont les plus impactés par l'inflation

Indice de prix des dépenses communales (y compris charges financières) par strate démographique

Données trimestrielles - Base 100 au 1^{er} trimestre 2010



* Estimation du 3^{ème} trimestre 2022 sur la base de 59 % des indices disponibles à septembre, les autres indices ont été figés à leur niveau d'août.

I. Contexte économique et financier

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

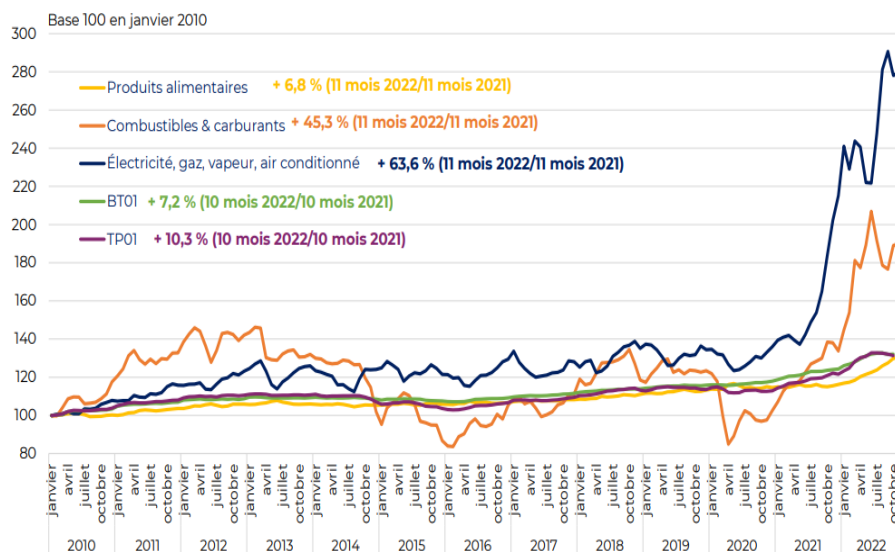


ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

B. Une conjoncture hautement inflationniste (source étude Banque postale/AMF -01/2023)

Il faut donc s'attendre à de nouvelles tensions importantes sur les budgets de fonctionnement et un renchérissement des opérations d'investissement, aggravé par un contexte d'augmentation des taux de prêt.

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale



Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale

Finances des EPCI à fiscalité propre 2022 (estimations et évolutions)*

Recettes de fonct.	49,2 Mds€,	+3,8%
Dépenses de fonct.	42,9 Mds€,	+4,7%
Épargne brute	6,3 Mds€,	-1,6%
Investissement**	10,6 Mds€,	+5,2%
Encours de dette	28,3 Mds€,	+0,7%

©La Banque Postale, **prévisions**
arrêtées au 21 septembre 2022

I. Contexte économique et financier

C. Le niveau d'endettement

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



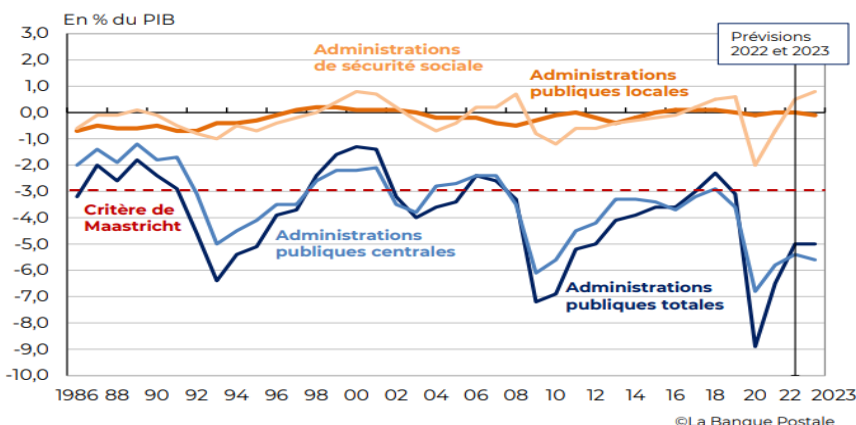
ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

Face à la conjonction de la crise sanitaire et des tensions géopolitiques mondiales, l'économie française a fait preuve de résilience de l'emploi, du pouvoir d'achat des ménages et du taux de marge des entreprises.

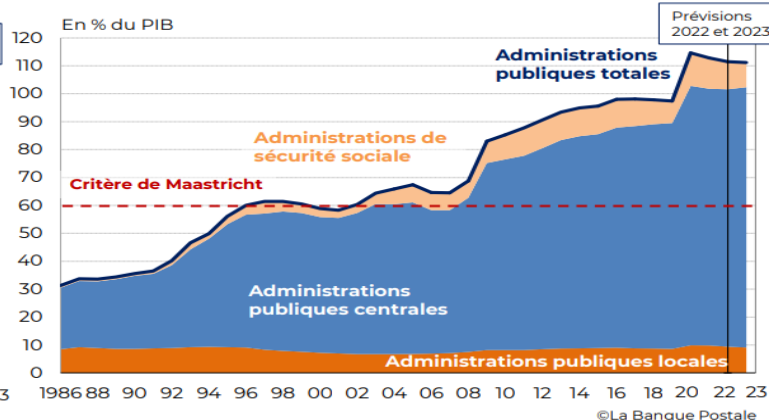
Cette résilience a une contrepartie tenant au rôle protecteur joué par les finances publiques : le ratio d'endettement public, déjà fortement dégradé à la suite du choc Covid, serait ainsi au mieux stabilisé à l'horizon 2025. Malgré la fin des mesures de soutien généralisé de type bouclier tarifaire, le ratio des dépenses publiques, à 56 % du PIB en 2025, pourrait être encore supérieur de deux points à son niveau pré-Covid (pour un peu plus de la moitié à cause de l'augmentation des dépenses publiques hors charge d'intérêts).

- Le déficit public resterait donc dégradé en 2022-2023, malgré la fin des mesures de soutien Covid-19, sous l'effet de la poursuite des mesures de relance et de celles prises pour protéger l'économie face à l'inflation. **Le ratio de dette publique demeurerait en 2023 autour de 112 % du PIB sur l'horizon de prévision et le déficit public remonterait légèrement, à 5,4 % du PIB.**
- La dépense publique représenterait 55,7 % du PIB en 2022,
- Au deuxième trimestre 2022, **la dette des agents non financiers privés** (ménages + entreprises non financières) atteignait **147 % du PIB** (source: Banque de France)

Le déficit des administrations publiques



La dette des administrations publiques



II. Les principales dispositions de la loi de finances

A. Mesures contre l'inflation

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

Berser
Levrault

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

- Le **filet de sécurité**: dotation de soutien aux collectivités territoriales confrontées à une situation de forte inflation de leurs dépenses d'énergie

Élargissement du dispositif de « filet de sécurité » l'article 113 adapte le dispositif de « filet de sécurité » mis en place par la loi de finances rectificative pour 2022. Il s'agit initialement d'une dotation par prélèvement sur les recettes de l'État au profit des communes et de leurs groupements afin de compenser la hausse de leurs dépenses d'énergie (énergie - électricité et chauffage urbain), de produits alimentaires, et de leur masse salariale à la suite de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022. Cette aide est élargie en 2023 aux collectivités territoriales dans leur ensemble, afin de les aider à faire face à l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie. Les collectivités pourront bénéficier d'un acompte en cours d'année 2023 sur la dotation définitive, si elles en font la demande avant le 30 novembre 2023. Le décret d'application du filet de sécurité pour 2023 est en cours de rédaction.

La dotation compensera 50 % de la différence, si elle est positive, entre la hausse des dépenses d'énergie, d'électricité et chauffage urbain (au titre du budget principal et des budgets annexes ainsi qu'au titre des subventions consenties aux fermiers et aux concessionnaires) entre 2022 et 2023 et 50 % de l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023.

Critères d'éligibilité Le filet de sécurité au titre de 2023 bénéficiera aux collectivités territoriales et leurs groupements dont l'épargne brute aura baissé d'au moins 15 % (contre 25 % pour celui de 2022, qui ne concernait que les communes et leurs groupements)

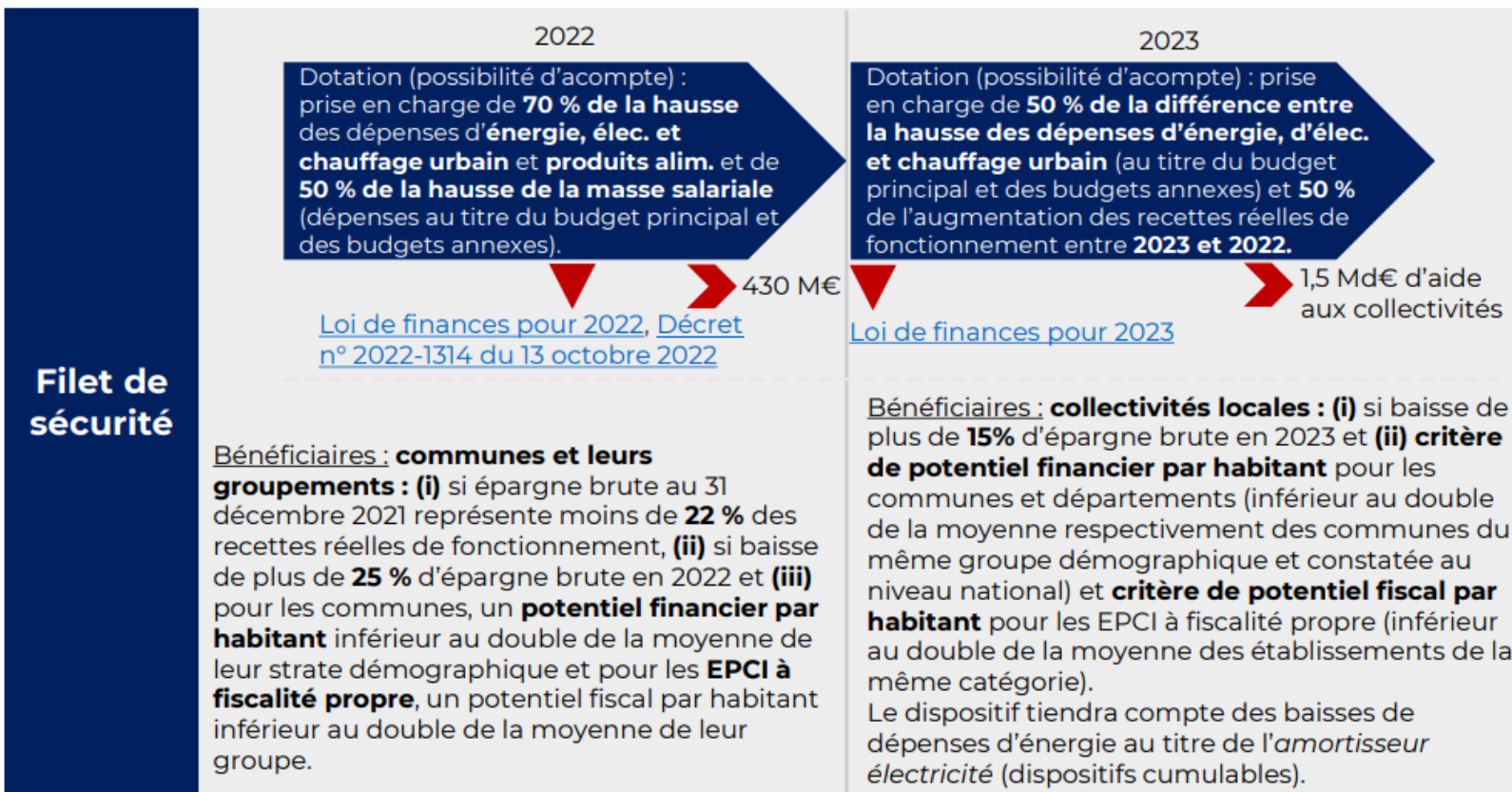
- **Poursuite du plafonnement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente d'électricité**

La hausse du TRV pour l'électricité est également limitée à + 15 % dès février 2023, après la mise en place d'un plafonnement à + 4 % en février 2022 (arrêté du 28 janvier 2022 relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité). Cette mesure bénéficie aux consommateurs éligibles au TRV électricité (cf. article 64 de la Loi n° 2019- 1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat), dont font partie **les petites collectivités de moins de 10 employés, avec moins de 2 millions d'euros de recettes, ayant contractualisé une puissance inférieure à 36 kVA (kilovoltampère)**. Cela représenterait entre 28 000 et 30 000 communes selon le Gouvernement.

II. Les principales dispositions de la loi de finances

A. Mesures contre l'inflation

Le filet de sécurité



II. Les principales dispositions de la loi de finances

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

Berser
Levrault

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Mesures contre l'inflation

- **Le bouclier tarifaire**: poursuite du plafonnement de l'augmentation des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE)

La hausse du TRV pour l'électricité est également limitée à + 15 % dès février 2023, après la mise en place d'un plafonnement à + 4 % en février 2022 (arrêté du 28 janvier 2022 relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité). Cette mesure bénéficie aux consommateurs éligibles au TRV électricité (cf. article 64 de la Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat), dont font partie **les petites collectivités de moins de 10 employés, avec moins de 2 millions d'euros de recettes, ayant contractualisé une puissance inférieure à 36 kVA (kilovoltampère)**. Cela représenterait entre 28 000 et 30 000 communes selon le Gouvernement.

- Instauration d'un « **amortisseur électricité** » pour les collectivités non concernées et non éligibles aux TRV
Instauration d'un dispositif d'aide pour les PME et **les collectivités non éligibles aux TRV, l'article prévoit par ailleurs la création d'un dispositif intitulé « amortisseur électricité » par lequel l'État prend en charge une partie de la facture d'électricité des entreprises et des collectivités locales dès lors que le prix par MWh de l'électricité hors acheminement et taxes (« part énergie ») souscrit dépasse un certain niveau de référence**. Ainsi, la facture est directement diminuée par le fournisseur, le montant correspondant à la baisse du prix de la part énergie étant directement compensé par l'État auprès de celui-ci. Les conditions de mise en œuvre ont été précisées par le décret n° 2022-1774 du 31/12/2022 : en 2023, l'État prendra en charge 50 % du surcoût du prix annuel moyen de la part énergie au-delà de 180 €/MWh, avec un plafond à 500 €/MWh (soit une aide maximale de 160 €/MWh). Les modalités d'application du dispositif ont par ailleurs été précisées par le Gouvernement.

Sont éligibles toutes les collectivités territoriales ou leurs groupements, quelle que soit leur taille. Les services publics industriels et commerciaux (SPIC) sont également éligibles. Les clients doivent attester de leur éligibilité auprès de leur fournisseur afin de pouvoir activer l'amortisseur pour le contrat donné : un modèle d'attestation est disponible dans le décret précité. Les collectivités qui bénéficient de l'amortisseur électricité restent par ailleurs éligibles au filet de sécurité si elles respectent les critères prévus après réduction des dépenses permises par la mise en place de l'amortisseur.

II. Les principales dispositions de la loi de finances

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Mesures contre l'inflation

Le bouclier tarifaire et l'amortisseur électricité

Art. 113 et 181 : Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique

	2022	2023
Bouclier tarifaire Électricité	<p>1^{er} février 2022 – 1^{er} février 2023</p> <p>Limitation de la hausse du TRV à +4 % en moyenne</p> <p>arrêtés parus au Journal officiel du 30 janvier 2022</p>	<p>1^{er} février 2023 – « fin 2023 »</p> <p>Limitation de la hausse du TRV à +15 % en moyenne</p> <p>Loi de finances pour 2023, Décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022</p>
	<p><u>Collectivités bénéficiaires</u> : celles qui comptent moins de dix agents salariés et qui ont des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions d'euros, pour leurs sites souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kVA. Entre 28 000 et 30 000 communes selon le Gouvernement.</p>	
Amortisseur électricité		<p>1^{er} janvier 2023 – 31 décembre 2023</p> <p>Réduction du prix de l'électricité hors acheminement et taxes : prise en charge directement par l'État de 50 % du surcoût au-delà de 180 €/ MWh (plafond à 500 €/ MWh)</p> <p>Loi de finances pour 2023, Décret n° 2022-1774 du 31 décembre 2022</p> <p>1 Md€ d'aide aux collectivités</p>
	<p><u>Collectivités bénéficiaires</u> : « Toutes les collectivités territoriales ou leurs groupements, quelle que soit leur taille ». Les services publics industriels et commerciaux (SPIC) sont également éligibles. Les clients doivent attester de leur éligibilité auprès de leur fournisseur afin de pouvoir activer l'amortisseur pour le contrat donné : un modèle d'attestation sur l'honneur est disponible dans le Décret afférent.</p>	

II. Les principales dispositions de la loi de finances

B. Les dotations

- **Hausse de la DGF pour la 1ère fois depuis 13 ans**
L'article 109 fixe le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 2023 à 26,931 milliards d'euros.
- La **dotation d'intercommunalité** (DI), perçue par les groupements à fiscalité propre, progresse de 30 millions d'euros.
- La loi de finance 2023 entérine la création du programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » de la mission Écologie, développement et mobilité durables, **dit « Fonds vert »**. Il est doté de **2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (et 500 millions en crédits de paiement)** au sein de la mission Écologie, développement et mobilité durables ; ses crédits sont déconcentrés aux préfets. Effectif dès le 1er janvier 2023, il doit répondre à **trois types d'action** : le **renforcement de la performance environnementale dans les territoires** (rénovation des bâtiments publics...), **leur adaptation au changement climatique** (notamment vis-à-vis des risques naturels) et **l'amélioration du cadre de vie** (friches, mise en place des zones à faible émission...).

II. Les principales dispositions de la loi de finances

C. La Fiscalité

- **Suppression de la CVAE et remplacement par une fraction de TVA**

Suppression de la CVAE en **deux temps**

L'article 65 prévoit d'affecter la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) au budget de l'État dès 2023 tout en la réduisant de moitié avant sa suppression totale à compter de l'exercice 2024.

Compensation par une fraction de TVA

L'article 65 prévoit de compenser la suppression de la CVAE par l'affectation aux communes, intercommunalités et départements d'une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne de leurs recettes de CVAE depuis 2020 (années 2020, 2021 et 2022 et ce qu'elles auraient dû percevoir en 2023). La prise en compte d'une moyenne est notamment fondée, selon le Gouvernement, sur le souci d'atténuer les fluctuations enregistrées localement depuis 2020 principalement du fait des effets de la Covid-19 sur les entreprises. Pour les départements, le solde moyen, sur la période 2020-2022, du Fonds de péréquation de la CVAE versé ou prélevé, sera également intégré dans l'assiette de la compensation (ledit fonds étant supprimé dès 2023). La répartition de la dynamique de TVA sera différenciée selon l'échelon de collectivités locales.

Concernant les communes et leurs groupements

La fraction de TVA versée aux communes et leurs groupements sera divisée en deux parts : la première sera figée et correspondra à la moyenne de leurs recettes de CVAE entre 2020 et 2023 tandis que la seconde, liée à la dynamique de la TVA nationale si elle est positive, sera affectée à un « Fonds national d'attractivité économique des territoires ». Les modalités de répartition de ce fonds seront fixées par décret.

II. Les principales dispositions de la loi de finances

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

Berser
Levrault

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

C. La Fiscalité

- Suppression en deux ans pour les entreprises
 - Diminution de moitié des taux et seuils applicables à la CVAE versée en 2023
 - Suppression de la CVAE en 2024
- Suppression dès 2023 pour les départements, EPCI et communes bénéficiaires
 - En 2023, la CVAE réduite de moitié est affectée au budget de l'État
 - Compensation aux collectivités du bloc communal et aux départements assurée par une nouvelle fraction de TVA
 - Évolution annuelle de la compensation par référence à celle du produit prévisionnel national de TVA inscrit au PLF
 - Régularisation a posteriori sur la base du produit réel encaissé l'année précédente
- Modalité de compensation

Modalités de compensation de la CVAE dont seront bénéficiaires les communes et leurs groupements et les départements

❑ **Base de calcul de la compensation :** le ratio X = (a+b+c)/(d) égal à

- La somme (a+b+c) :
 - De la moyenne des produits perçus en **2020, 2021 et 2022**, et du produit qui aurait dû être perçu en **2023** (a)
 - De la moyenne des compensations d'exonérations au titre de la même période (b)
 - *[pour les départements]* Du solde de la moyenne du montant total prélevé et de la moyenne du montant total versé en 2020, 2021 et 2022 au titre du fonds national de péréquation de la CVAE (celui-ci étant désormais supprimé) (c)
- Rapportée au produit net de la taxe sur la valeur ajoutée encaissé en 2022 (d).

II. Les principales dispositions de la loi de finances

C. La Fiscalité

■ Taxe sur les logements vacants

L'État perçoit une taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) sur le territoire des communes situées en « zone tendue » faisant face à des difficultés particulières d'accès au logement. Pour être considérée en « zone tendue », une commune doit notamment appartenir à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants. Cet article étend la TLV aux territoires des communes qui ne remplissent pas ce critère mais remplissent ceux (déjà existants) de prix d'achat ou de location élevés, et celui (nouveau) de proportion élevée de résidences secondaires par rapport à l'ensemble du parc de logements. Dans les nouvelles communes concernées (dont la liste sera publiée par décret), l'application de la TLV sera automatique au bout d'un an de vacance volontaire des locaux.

■ Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

Les communes qui sont situées en « zone tendue » peuvent instaurer une majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS). Par conséquent cet article étend la liste des communes pouvant voter cette majoration. À noter que les communes qui ne sont pas en zone tendue peuvent instituer une taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Celles qui ont fait ce choix et se voient désormais inscrites en « zone tendue », du fait du changement des critères, perdent le bénéfice de cette taxe (qu'elles peuvent toutefois remplacer par la majoration de THRS). Du fait de ces modifications, la délibération pour instituer la majoration de la THRS pourra être prise jusqu'au 28 février 2023. Ce décalage vaut aussi pour la taxe d'habitation sur les locaux vacants (THLV).

■ Suppression de l'obligation de partage de la taxe d'aménagement entre les communes et l'intercommunalité (article 15 de la loi de Finances rectificatives pour 2022)

■ Le Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales qui sera appliqué aux bases taxables de THRS et TFPB s'élève à 7,1 % en 2023 (contre 3,4 % en 2022)

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Les dépenses de fonctionnement du budget principal

Plusieurs postes connaissent une inflation significative par rapport à l'exercice 2021:

- Les dépenses de personnels (chapitre 12) croissent de 14 % (347 K €) à la faveur de la revalorisation du point d'indice de 3,5 % à compter du 1er juillet 2022, de recrutements complémentaires et de l'allongement des périodes de surveillance des plages.
- Les charges à caractère général (chapitre 11) s'apprécient de plus de 27 % (435 K €) sous l'effet du décalage de facturation de l'ONF sur l'entretien des plans plages et de la voirie (+ 171 K€), de la taxe foncière de l'immeuble le signal pour lequel un dégrèvement a été accordé (63 K €), des contrats de prestation de services (+ 40 K€), des locations immobilières (+ 20 K€), les dépenses de carburants (+30 K€), d'électricité (+ 9 K€).
- Les atténuations de produits (chapitre 014) augmentent de 594 K€ en raison de l'augmentation des reversement de taxe de séjour à l'EPIC et au CD 33.

III. Exécution 2022

A. Les dépenses de fonctionnement du budget principal

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

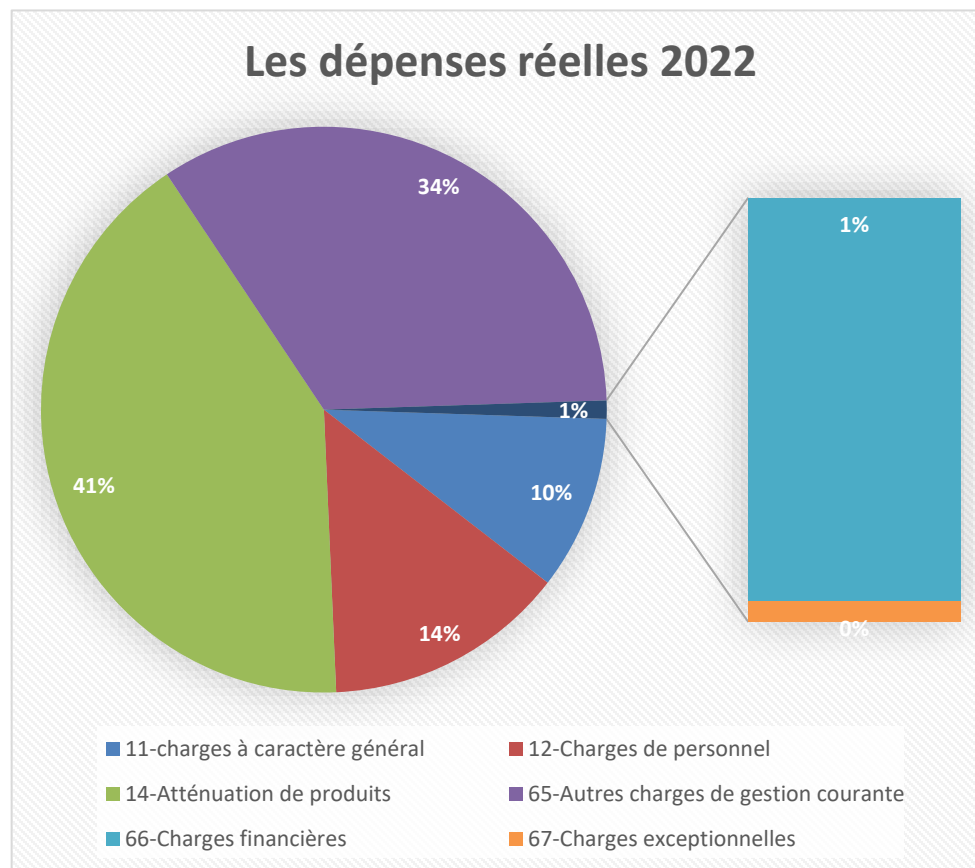
Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



- Les charges de personnel ne représentent que 14 % (13 % en 2021)
- les autres dépenses sont extrêmement rigides, à l'exception des charges à caractère général
- Le service de la dette ne pèse que de 1 % dans les dépenses.



III. Exécution 2022

A. Les dépenses de fonctionnement du budget principal

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

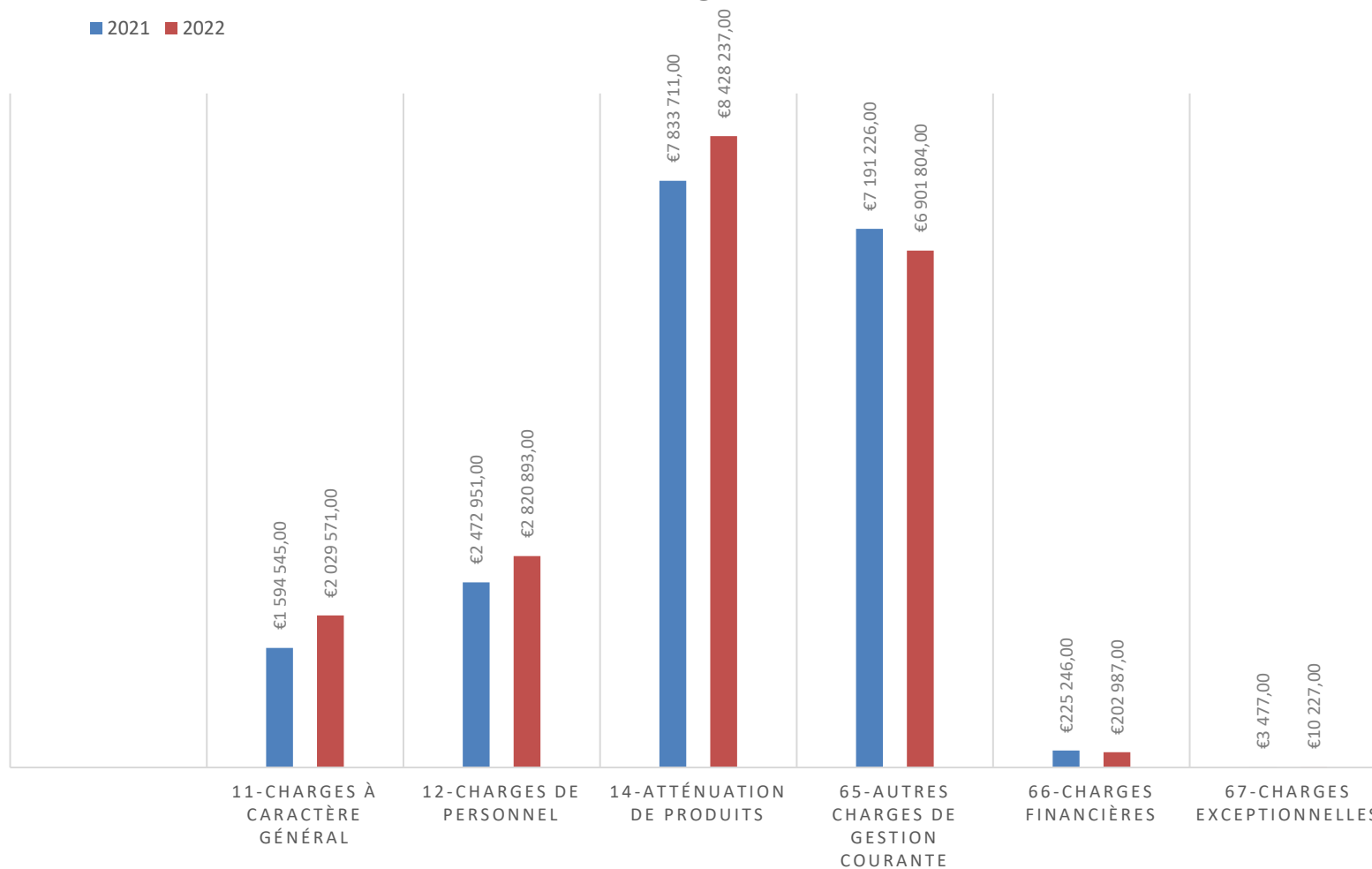
Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

EVOLUTION DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

■ 2021 ■ 2022



III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

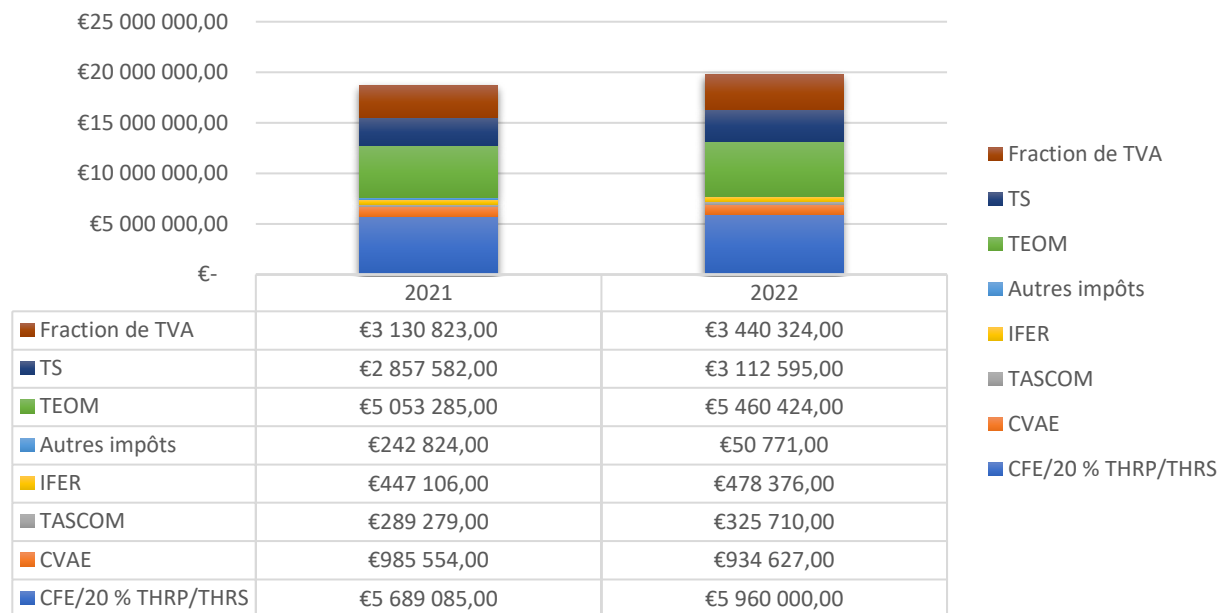
Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

B. Les recettes de fonctionnement du budget principal

Evolution panier fiscal



La croissance des recettes fiscales est portée par la fraction de TVA destinée à compenser la perte de THRP (+ 9,89 %), la revalorisation des bases de CFE et THRS (+ 4,76%) , la TASCOM (+ 12,7 %) et l'IFER (+ 7%)

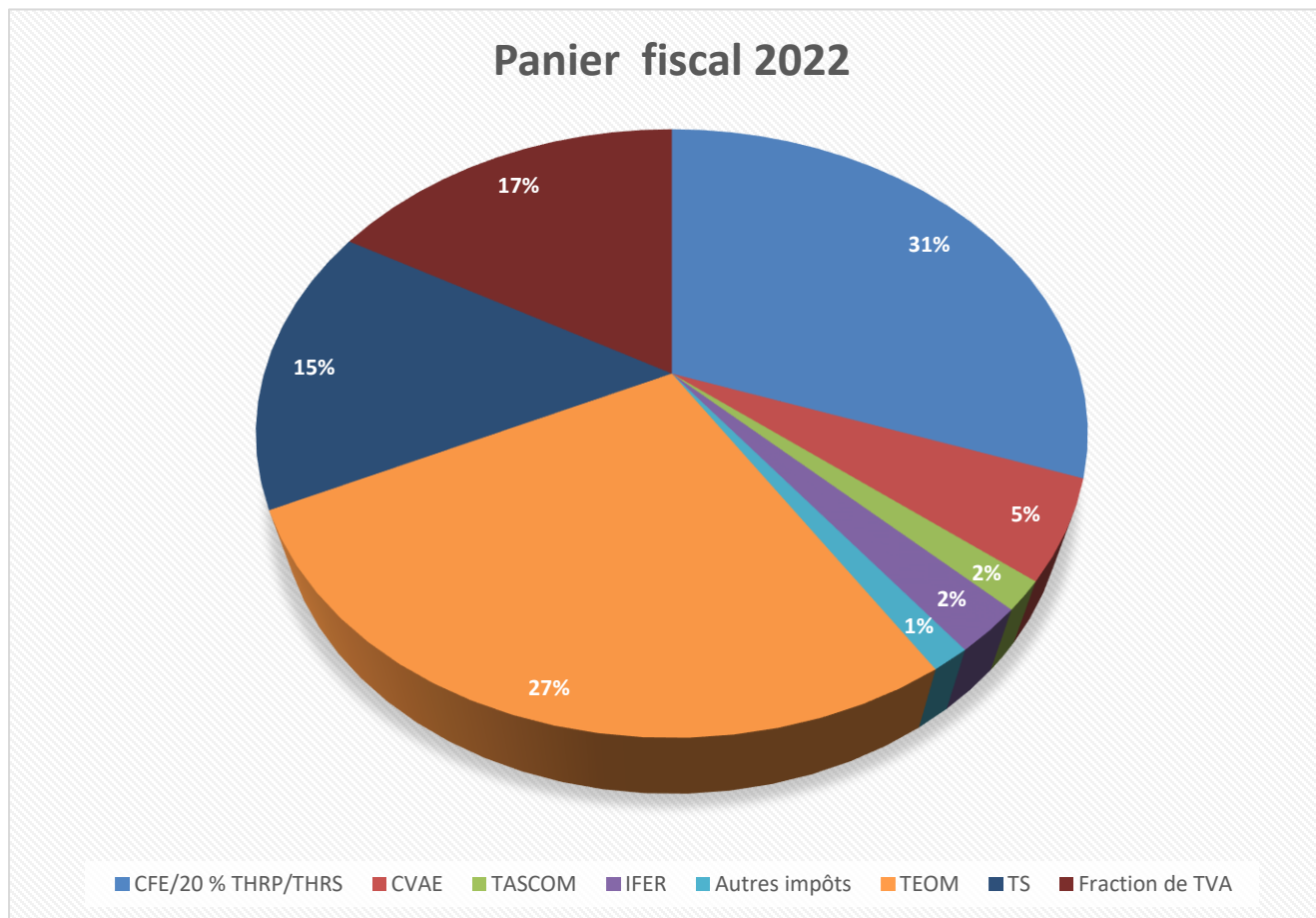
Les produits de la TS et de la TEOM s'apprécie de plus de 8 %

En revanche, le produit de la CVAE se contracte de l'ordre de 5 %.

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023
Reçu en préfecture le 01/03/2023
Publié le
ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

B. Les recettes de fonctionnement du budget principal



III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



C. Constat sur la section de fonctionnement du budget principal

- Sous l'effet de l'inflation et de l'augmentation du périmètre matériel d'intervention de la Communauté de communes, l'année 2022 aura vu les dépenses réelles de fonctionnement charges financières comprises croître de 5,5 % pendant que le produit des recettes fiscales augmentaient de 5,7 %.
- Toutefois, malgré cette tendance inflationniste, la Communauté de Communes n'a pas réduit significativement ces marges de manœuvre car en valeur, les dépenses n'ont cru que de 1 072 K€ pendant que le produit des recettes connaissaient une augmentation dynamique de 1 536 K€
- Cette somme de 1 536 K€ est suffisante pour également couvrir la baisse de 50 K€ de la DGF en 2022.
- **Point d'attention et de vigilance : décrochage significatif entre les réalisations de l'exercice 2022 et la prospective financière présentée en février 2022 dans le cadre du PPI.**
- Toutefois, les objectifs de gestion fondamentaux demeurent respectés :
 - ✓ Une épargne nette > 1000 K€
 - ✓ Un fonds de roulement > 500 K€
 - ✓ Capacité de désendettement < 10 ans

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

D. Les équilibres du budget principal

	BUDGET PRINCIPAL		BA GEMAPI		BUDGETS CONSOLIDES	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Recettes totales FONCT	23 734 700,21 €	22 564 596,38 €	1 057 493,38 €	1 628 653,00 €	24 792 193,59 €	24 193 249,38 €
Dépenses totales FONCT	22 033 872,01 €	20 845 283,72 €	1 058 366,66 €	836 328,60 €	23 092 238,67 €	21 681 612,32 €
Résultat	1 700 828,20 €	1 719 312,66 €	- 873,28 €	792 324,40 €	1 699 954,92 €	2 511 637,06 €
Excédent ou déficit reporté 2021	5 648 032,32 €	4 866 452,32 €	873,28 €	232 393,08 €	5 648 905,60 €	5 098 845,40 €
Résultat de fonctionnement 2022	7 348 860,52 €	6 585 764,98 €	- 0,00 €	1 024 717,48 €	7 348 860,52 €	7 610 482,46 €
Recettes totales INV 2022	3 425 878,99 €	4 362 572,56 €	2 537 886,29 €	1 202 192,44 €	5 963 765,28 €	5 564 765,00 €
Dépenses totales INV 2022	3 888 570,80 €	2 206 061,65 €	1 526 474,62 €	1 447 763,65 €	5 415 045,42 €	3 653 825,30 €
Résultat 2022	- 462 691,81 €	2 156 510,91 €	1 011 411,67 €	- 245 571,21 €	548 719,86 €	1 910 939,70 €
RAR en RI 2022	756 571,05 €	483 405,53 €	1 377 375,09 €	210 502,37 €	2 133 946,14 €	693 907,90 €
RAR en DI 2022	2 281 678,67 €	1 799 047,39 €	1 533 367,64 €	1 026 955,95 €	3 815 046,31 €	2 826 003,34 €
Solde RAR 2022	- 1 525 107,62 €	- 1 315 641,86 €	- 155 992,55 €	- 816 453,58 €	- 1 681 100,17 €	- 2 132 095,44 €
Excédent ou déficit reporté 2021	377 909,20 €	- 1 778 601,71 €	- 207 390,62 €	38 180,59 €	170 518,58 €	- 1 740 421,12 €
Résultat d'investissement 2022	- 1 609 890,23 €	- 937 732,66 €	648 028,50 €	- 1 023 844,20 €	- 961 861,73 €	- 1 961 576,86 €
Résultat global	7 264 077,91 €	6 963 674,18 €	804 021,05 €	817 326,86 €	8 068 098,96 €	7 781 001,04 €
Résultat global RAR compris	5 738 970,29 €	5 648 032,32 €	648 028,50 €	873,28 €	6 386 998,79 €	5 648 905,60 €

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

D. Les équilibres du budget principal

	BUDGET PRINCIPAL	
	2022	2021
Recettes réelles de fonctionnement	23 638 305,47 €	22 490 420,61 €
Dépenses réelles de fonctionnement	20 393 723,59 €	19 324 625,98 €
Excédent brut de fonctionnement	3 457 798,15 €	3 361 272,47 €
Epargne brute	3 244 581,88 €	3 165 794,63 €
Remboursement du capital dette	504 292,00 €	576 109,78 €
Epargne nette	2 740 289,88 €	2 589 684,85 €
Taux d'autofinancement brut	13,7%	14,1%
Encourt de la dette au 31/12/2022	4 538 832,32 €	5 043 124,97 €
Capacité de désendettement (en années)	1,4	1,6
Fonds de roulement au 01/01	6 963 674,18 €	
Fonds de roulement au 31/12	7 264 077,91 €	6 963 674,18 €
Fonds de roulement en nombre de jours de dépenses	130	132

Malgré un taux d'autofinancement brut en léger repli, la capacité de désendettement continue sa progression pour atteindre 1,4 année en 2022. De surcroît, le fonds de roulement s'établit à 130 jours de dépenses et au-delà 80 jours de fonds de roulement, ce dernier pourra contribuer significativement au financement de l'investissement.

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



E. Prospective sur les dépenses et les recettes

Prospective 2023 en matière de dépenses de fonctionnement

- le chapitre 11 continuera à s'apprécier de manière significative sous la pression inflationniste générée par la flambée des prix énergétiques:
 - ✓ Article 60612-électricité: revalorisation de 15 %
 - ✓ Article 60622-carburants: revalorisation de 30 %
 - ✓ Article 6161-multirisques : revalorisation de 25 % des tarifs d'assurances RC et DAB
 - ✓ Article 63512-taxes foncières: disparition de le TFPB pour l'immeuble le Signal (63 K€)
- Le chapitre 12 fera de même avec le recrutement 1,5 ETP supplémentaire sur le service GEMAPI (105 000 €) et un possible renfort sur la comptabilité et les RH ainsi que des mesures de rémunération pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des agents (50 000 €)

Prospective 2023 en matière de recettes de fonctionnement

- Les recettes fiscales devraient encore être dynamiques compte tenu du coefficient de revalorisation des bases taxables de THRS de 7,1 %
- La compensation de la perte de THRP sera encore indexée sur la croissance des recettes de TVA, elles-mêmes tirées par l'inflation de l'ordre de 6 % en 2023
- Les recettes liées à la DGF (dotation d'intercommunalité et dotation de compensations) demeureront stables la première fois depuis 13 ans.
- Les recettes des services et du domaine resteront stables

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

F. Le Budget GEMAPI

BUDGET ANNEXE GEMAPI 2022			
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Dépenses	1 058 366,66 €	1 526 474,62 €	2 584 841,28 €
Recettes	1 057 493,38 €	2 537 886,29 €	3 595 379,67 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	-873,28 €	1 011 411,67 €	1 010 538,39 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	873,28 €	-207 390,62 €	-206 517,34 €
RESULTAT DE CLOTURE	0,00 €	804 021,05 €	804 021,05 €
Restes à réaliser dépenses		1 533 367,64 €	1 533 367,64 €
Restes à réaliser recettes		1 377 375,09 €	1 377 375,09 €
SOLDE RESTES A REALISER		-155 992,55 €	-155 992,55 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2022	0,00 €	648 028,50 €	648 028,50 €

Sur l'exercice 2022, le Budget principal n'a abondé le budget annexe GEMAPI qu'à hauteur de 125 K€.

Le produit de la taxe GEMAPI a atteint 925 K€ en 2022
(19 €/hab)

Le résultat excédentaire(648 K€) résulte du versement rapide des soldes de subventions de la première stratégie de gestion du trait de côte.

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

G. Les Budgets Annexes ZAE

■ ZAE Les Bruyères (Hourtin)

BUDGET ANNEXE ZAE LES BRUYERES			
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Dépenses	1 614 557,45 €	1 601 492,41 €	3 216 049,86 €
Recettes	1 596 342,41 €	1 606 297,36 €	3 202 639,77 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	-18 215,04 €	4 804,95 €	-13 410,09 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	870 378,46 €	-870 378,46 €	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	852 163,42 €	-865 573,51 €	-13 410,09 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2022	852 163,42 €	-865 573,51 €	-13 410,09 €

■ ZAE Extension Palu de Bert (Soulac)

BUDGET ANNEXE EXTENSION ZAE PALU DE BERT EST			
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Dépenses	818 739,64 €	818 739,64 €	1 637 479,28 €
Recettes	818 739,82 €	811 439,64 €	1 630 179,46 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	0,18 €	-7 300,00 €	-7 299,82 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	0,18 €	-7 300,00 €	-7 299,82 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2022	0,18 €	-7 300,00 €	-7 299,82 €

III. Exécution 2022

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

G. Les Budgets Annexes ZAE

■ ZAE la Meule (Lacanau)

BUDGET ANNEXE EXTENSION ZAE LA MEULE			
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Dépenses	315 097,58 €	226 745,06 €	541 842,64 €
Recettes	517 625,26 €	26 199,00 €	543 824,26 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	202 527,68 €	-200 546,06 €	1 981,62 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	202 527,68 €	-200 546,06 €	1 981,62 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2022	202 527,68 €	-200 546,06 €	1 981,62 €

■ ZAE Le Guadet (Queyrac)

BUDGET ANNEXE ZAE DU GUADET			
	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Dépenses	343 471,79 €	343 471,79 €	686 943,58 €
Recettes	343 471,79 €	343 471,79 €	686 943,58 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
RESULTAT DE CLOTURE	0,00 €	0,00 €	0,00 €
RESULTAT CUMULE DE L'EXERCICE 2022	0,00 €	0,00 €	0,00 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Le budget principal 2023

- Mise en place du **Fonds de concours de soutien à l'investissement communal** doté de **800 K€/an maximum** pendant 5 ans
- Le financement de l'enfouissement des réseaux de fibre optique pour **750 K€ maximum**
- **Le programme d'investissements annuels, valorisé à hauteur de 5 370 156 €.**

Remboursement du capital	576 112,45 €
Subvention gironde Numérique	94 044,00 €
Subvention étude piscine de saint Hélène	30 000,00 €
Subvention ostréicole busage hydraulique de Neyran	20 000,00 €
Marché à bons de commandes AMO SCOT	20 000,00 €
PPA Lacanau - Etude pour la relocalisation de la maison de la glisse et du poste de secours central	60 000,00 €
PPA Lacanau - Etude pour la relocalisation Lacanau océan 2100	200 000,00 €
Etude Maîtrise d'œuvre pour le plan plage de Carcans	90 000,00 €
Etude environnementale, de programmation et de maîtrise d'œuvre liaison ZAE Bruyères/RD 3	50 000,00 €
Etude aménagement abords du chenal de Neyran	30 000,00 €
Etude de faisabilité pour la gare et le parking de la Pointe de Grave	20 000,00 €
Schéma directeur des pistes cyclables	30 000,00 €
Schéma de randonnées - Phase 2	20 000,00 €
Logiciel SIG (routes + PC)	8 000,00 €
Rénovation et agencement en pépinière d'entreprises du funérarium d'Hourtin	190 000,00 €
Acquisition parking de la gare du Verdon sur Mer	7 000,00 €
Acquisition du parking pour le relais touristique d'Hourtin	25 000,00 €
Installation 1 borne de recharge véhicules électriques à Carcans	30 000,00 €
Travaux Plans Plages 2023	110 000,00 €
Matériel et outillage technique postes de secours	5 000,00 €
Travaux d'assainissement du port de Talais	170 000,00 €
Travaux tiers lieux Soulac sur Mer (maîtrise d'œuvre + travaux)	720 000,00 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Le budget principal 2023

Aménagement intérieur et extérieur du relais touristique de Saint Vivien de Médoc et Hourtin (études + travaux)	120 000,00 €
Outillage des Services Techniques	20 000,00 €
Acquisition matériel de transport/tracto-pelle	100 000,00 €
Matériel de Transport (1 jet ski)	20 000,00 €
Equipements informatiques des services et des élus	50 000,00 €
Mobiliers poste de secours	10 000,00 €
Matériels pour Postes de Secours	5 000,00 €
1 Borne d'accueil touristique pour Naujac	23 000,00 €
Etude maîtrise d'œuvre pour l'extension des locaux de Carcans	50 000,00 €
Poste de secours Carcans Plage (travaux + mesures compensatoires)	250 000,00 €
Etude de faisabilité et de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'une aire de camping-cars et préau pour marché de producteurs	50 000,00 €
Aménagement d'une base de qualification de drones à Hourtin: travaux de réseaux et pose algecos	50 000,00 €
Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - routes lot 1	100 000,00 €
Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - pistes cyclables (lot 2)	100 000,00 €
Marché à bons de commande de travaux d'entretien routier - pistes cyclables en béton (lot 3)	50 000,00 €
Marché travaux réfection piste cyclable Négade via délégation de maîtrise d'ouvrage Soulac	183 000,00 €
Marché travaux réfection piste cyclable Maubuisson	16 000,00 €
Marché travaux réfection piste cyclable Vensac	28 000,00 €
Travaux de réhabilitation voirie (Port medoc /Piste 200/refection route de saint Vivien/Route de la Castillonnaise)	1 190 000,00 €
Travaux de pose de bordures de trottoir (route de Lihan et du Luc)	50 000,00 €
Travaux RPE Saint Vivien de Médoc (Etude de maîtrise d'œuvre + travaux)	220 000,00 €
Port de Saint Vivien de Médoc: études de diagnostic et de maîtrise d'œuvre de la maison du port/capitainerie	40 000,00 €
Port de Saint Vivien de Médoc: réorganisation du stationnement et des accès aux exploitations aquacoles	100 000,00 €
Avances remboursables ZAE	40 000,00 €
TOTAL	5 370 156,45 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Le budget GEMAPI

■ Fonctionnement:

Le produit de taxe GEMAPI (925 K€) et la participation des ASA (12 K€) ne devraient permettre de couvrir que les charges générales de gestion de la section de fonctionnement (hors dotations aux amortissements) et les 2/3 des dépenses de personnel incluant les nouveaux recrutements, soit un écart de 100 K€.

■ Investissement:

Avec l'intégration de la stratégie de Lacanau dans le giron communautaire, les besoins en dépenses nouvelles sont estimés à **4 668 K€** qui sera financé très partiellement par le résultat 2022 de **648 K€**. **A ce stade, les services communautaires n'ont pas reçu les notifications des arrêtés de subventions qui permettrait d'inscrire budgétairement des recettes,**

Immobilisations incorporelles	10 011,00 €
Achat buse et clapet pour ouvrage hydraulique	5 000,00 €
Matériel suivi digue (tablette terrain)	2 500,00 €
Matériel informatique	2 000,00 €
Achat parcelle A1333 F. JOANNON	511,00 €
Immobilisations incorporelles	96 260,00 €
Etude de faisabilité d'un dispositif de drainage sur la plage de Grayan EURONAT	29 760,00 €
Etude de développement des petits ports estuariens	30 000,00 €
Etude dragage des chenaux extérieurs des ports par la drague de Port-Médoc	15 000,00 €
Etude du déploiement d'hydroliennes sur le môle d'accostage du Verdon-sur-Mer	20 000,00 €
Videos tx érosion tx digues	1 500,00 €
Subvention d'équipement versées	312 909,00 €
Subvention stratégie érosion Lacanau 2023	200 000,00 €
Subvention SMBVPM prestations de service digue des Mattes (surveillance, travaux végétation)	15 000,00 €
Subvention SMBVPM travaux ouvrages hydrauliques (portes à flots, clapet-vanne)	56 476,00 €
Subvention projet de recherche ouvrage Lacanau	11 433,00 €
Subvention reversée à la commune de Soulac-sur-Mer pour la stratégie érosion (exercice 2022)	30 000,00 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Le budget GEMAPI

Immobilisations en cours	4 248 904,36 €
Analyses physico-chimiques sédiments passe de l'ouest en vue des travaux de rechargement hydraulique	40 000,00 €
Accord-cadre suivi écologiques dans le cadre des travaux sur les plages	30 000,00 €
Travaux de rechargement plage de Soulac-sur-Mer (printemps 2023) (accord cadre 2021-2024 lot 1)	240 000,00 €
Travaux rechargement urgence (hiver 2022/2023 Soulac) (accord-cadre ROLLIN)	30 000,00 €
Travaux réparation ouvrages en enrochements littoral de Soulac-sur-Mer (accord-cadre ROLLIN)	30 000,00 €
Maîtrise d'œuvre des travaux de rechargement hydraulique (y compris plage de la Chambrette)	150 000,00 €
Maîtrise d'œuvre travaux de construction d'ouvrages complémentaires (épi boulevard + fermeture Amélie)	180 000,00 €
Missions CSPS Soulac-sur-Mer	5 000,00 €
Etude complémentaire sur l'exutoire pluvial	15 000,00 €
Suivi environnemental des mesures de compensation du Signal	15 000,00 €
Maîtrise d'œuvre travaux des passerelles signal front de mer de Soulac	35 400,00 €
Travaux des passerelles signal front de mer de Soulac	80 000,00 €
Inventaires naturalistes piste 200 pour déplacement route littorale	15 000,00 €
Inventaires naturalistes pour déplacement RD Amélie	15 000,00 €
Inventaires naturalistes pour déplacement parking du Gulp	25 000,00 €
AVP déplacement route littorale Vensac sur piste 200 (y compris topo)	15 000,00 €
AVP déplacement route littorale Amélie (y compris topo)	15 000,00 €
AVP déplacement parking Gulp en rétro-littoral (y compris topo)	15 000,00 €
MO tx protection littoral Montalivet LOT2 VENDAYS-MONTALIVET	25 000,00 €
MO tx protection littoral Montalivet LOT2 cotraitant VENDAYS-MONTALIVET	15 000,00 €
Tx stabilisation dunes PIN SEC	9 404,36 €
Travaux de rechargement plage Vendays-Montalivet (printemps 2023) (accord cadre 2021-2024 lot2)	120 000,00 €
Travaux rechargement urgence (hiver 2022/2023 Montalivet) (accord-cadre BUESA)	50 000,00 €
Travaux réparation ouvrages en enrochements littoral de Vendays-Montalivet	30 000,00 €
Travaux de protection des parements latéraux de la colonne à Vendays-Montalivet	560 000,00 €
Missions CSPS Vendays-Montalivet	5 000,00 €
AC investigations géotechniques protection du littoral de Montalivet	23 100,00 €
Inventaires naturalistes en vue du déplacement de la route littorale de Vensac	25 000,00 €
Travaux de rechargement au droit du poste de secours de Carcans-Plage	35 000,00 €
Travaux de rechargement printanier littoral de Lacanau (5000 m3)	80 000,00 €
AMO ouvrage de protection dit "ouvrage 2050"	800 000,00 €
MOE travaux de confortement de l'ouvrage actuel	35 000,00 €
MOE travaux de rechargement 2024	25 000,00 €
Travaux urgence Lacanau (sable) (accord-cadre GUINTOLI)	100 000,00 €
Travaux urgence Lacanau (ouvrage) (accord-cadre GUINTOLI)	70 000,00 €
Ouvrage de Lacanau - Fin des travaux de remise aux normes de l'ouvrage actuel (tranche optionnelle)	240 000,00 €
Missions CSPS Lacanau	5 000,00 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

A. Le budget GEMAPI

ACBC N°80 Dossier assistance Chenal sud du Gua (PRO/PAC)	30 000,00 €
MS n°2 TX digue de Listran avec parement	35 000,00 €
MS n°2 Tx digue de Listran avec parement	15 000,00 €
TX MS N°2 cordon sud chenal de Richard M2 sans parement	30 000,00 €
TX MS N°2 cordon sud chenal de Richard M2 sans parement	70 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - chenal du Gua (ACT/VISA/DET/AOR)	30 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - MOE 100m tx sur digue en 2024	30 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - actualisation AVP cordons de 2013	15 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - PRO allégé/ACT/VISA/DET/AOR tx Listran phase 3	21 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - AVP clapet-vanne chenalette	15 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - MOE divers (mur section 2, autres...)	15 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - EDD marais du conseiller	50 000,00 €
Missions de maîtrise d'œuvre système d'endiguement (LOT 1 - EGIS) - étude règlementaires ostréiculture marais du Conseiller	15 000,00 €
Missions études foncières système d'endiguement (LOT 2 - SEGAT) - Yung/Lucet (Gua Sud) + SUP GEMAPI	35 000,00 €
Missions topographiques et bathymétriques système d'endiguement (LOT 3 - 3D SCANNING)	15 000,00 €
Travaux remise en état de la digue des Mattes (marché M1 avec parement BUESA-MALET-VALERIAN) TO2 digue de Listran	380 000,00 €
Travaux petite végétation digue des Mattes (APADEV gré à gré)	25 000,00 €
Travaux petite maçonnerie digue des Mattes (APADEV gré à gré)	10 000,00 €
Travaux entretien mécanique végétation digue (entreprises privées)	20 000,00 €
Travaux entretien mécanique végétation cordons (entreprises privées)	15 000,00 €
Travaux urgence si tempêtes (colmatage brèches, réfection ouvrages hydrauliques...)	50 000,00 €
Missions CSPS travaux digues et cordons (gré à gré)	5 000,00 €
Petits travaux divers sur digues et cordons (ouvrages hydrauliques, remblais, curage...) (entreprises privées)	20 000,00 €
Travaux remise en état des accès au système d'endiguement (servitude marchepied, crête, signalétique)	15 000,00 €
Travaux remise en état des petits désordres du système d'endiguement (fontis, curage, cavités talus, accès...)	35 000,00 €
Accord cadre géotechnique système endiguement (GEOTEC) - cordon du Gua sud	30 000,00 €
Accord cadre géotechnique système endiguement (GEOTEC) - divers	20 000,00 €
TOTAL	4 668 084,36 €

IV. La programmation des Investissements 2023

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

Berser
Levrault

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

C. Les budgets ZAE

- Les budgets annexes de ZAE ont accusé un **déficit cumulé très léger en 2022 de l'ordre de 20 K€** résultant de retard dans la signature des actes de vente, qu'il conviendra de combler en attendant la concrétisation effective des ventes.
- **ZAE du Guadet** : nouvelle étude environnementale et d'aménagement devrait être engagée pour reconfigurer la zone consécutivement à l'abandon du projet GEDIMAT pour 20 K€.

V. Annexes- L'état de la dette

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le



ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2022	721 716.74 €	217 424.09 €	504 292.65 €	0.00 €	0.00 €	5 043 124.97 €
2023	707 066.64 €	196 728.36 €	510 338.28 €	0.00 €	0.00 €	4 538 832.32 €
2024	701 893.33 €	175 530.75 €	526 362.58 €	0.00 €	0.00 €	4 028 494.04 €
2025	660 664.86 €	153 781.36 €	506 883.50 €	0.00 €	0.00 €	3 502 131.46 €
2026	608 413.87 €	132 359.78 €	476 054.09 €	0.00 €	0.00 €	2 995 247.96 €
2027	603 991.50 €	112 859.63 €	491 131.87 €	0.00 €	0.00 €	2 519 193.87 €
2028	599 577.06 €	92 716.39 €	506 860.67 €	0.00 €	0.00 €	2 028 062.00 €
2029	341 371.49 €	72 366.92 €	269 004.57 €	0.00 €	0.00 €	1 521 201.33 €
2030	216 795.75 €	63 000.75 €	153 795.00 €	0.00 €	0.00 €	1 252 196.76 €
2031	216 746.98 €	55 262.98 €	161 484.00 €	0.00 €	0.00 €	1 098 401.76 €
2032	216 697.34 €	47 138.37 €	169 558.97 €	0.00 €	0.00 €	936 917.76 €
2033	216 750.29 €	38 713.26 €	178 037.03 €	0.00 €	0.00 €	767 358.79 €
2034	216 588.05 €	29 650.05 €	186 938.00 €	0.00 €	0.00 €	589 321.76 €
2035	216 529.80 €	20 244.80 €	196 285.00 €	0.00 €	0.00 €	402 383.76 €
2036	216 468.04 €	10 369.28 €	206 098.76 €	0.00 €	0.00 €	206 098.76 €

VI. Annexes- l'état du personnel

A. Effectif 2022

Répartition des effectifs titulaires et non titulaires

EFFECTIFS	2022
Non titulaires occupant des emplois permanents	7
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	34
Contrats aidés	2
Effectif saisonniers et CDD accroissement d'activité	109
TOTAL	152

Répartition des effectifs temps complet / temps non complet

TEMPS DE TRAVAIL	2022	%
35/35	134	88.00
28/35	1	1.00
39/39	17	11.00
TOTAL	152	100 %

Répartition des effectifs par filières

FILIERES	2022
FILIERE ADMINISTRATIVE	22
FILIERE ANIMATION	1
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	4
FILIERE TECHNIQUE	18
FILIERE SPORTIVE	107
TOTAL	152

Répartition des effectifs par catégorie

STATUT	A	B	C
Titulaire et stagiaires	9	4	20
Non titulaires permanents	5	1	2
Non titulaires saisonniers	0	107	2
Contrat aidé	0	0	2

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



VI. Annexes- l'état du personnel

A. Décomposition de la masse salariale 2022

Statut	Traitement de base	Charges patronales	NBI	Supplément familial	Primes et indemnités	Heures supplémentaires	Avantages en nature
Titulaires / stagiaires	729 767	377 314	13 160	8 089	313 553	647	21 619
Non titulaires	802 014	345 045	0	2 350	78 962	6086	26 972
Contrats aidés	24 194	2 818	0	0	100	0	0
Apprentis	2 580	38					
TOTAL	1 558 555	725 215	13 160	10 439	392 615	6 733	48 591

VI. Annexes- l'état du personnel

A. L'évolution des effectifs en 2022

En 2023, la CCMA prévoit de réaliser les recrutements suivants :

- 1,5 ETP ingénieur GEMAPI
- 1 renfort comptabilité et ressources humaines

EFFECTIFS	2022	
Non titulaires occupant des emplois permanents	<ul style="list-style-type: none">→ Chargé de mission GEMAPI/Littoral : Vincent Mazeiraud→ Chargé de mission hydraulique et travaux fluviaux : Jérôme Tartare→ Coordonnateur enfance/Jeunesse : Lucille Roy→ Animatrice LAEP: Maryse BONNOT→ Coordonnateur de la surveillance des plages : Guillaume Counilh→ Remplaçante accueil LAEP :Elvire GENET, Caroline MINVIELLE	7
Fonctionnaires titulaires et stagiaires		32
Contrat aidé	<ul style="list-style-type: none">→ Agent d'entretien des pistes cyclables	1
Effectif saisonniers et CDD accroissement d'activité	<ul style="list-style-type: none">→ 1 agent saisonnier service technique Sud→ 1 saisonnier service démonstration→ 107 Sauveteurs aquatiques et 2 radio-stationnaires	109
TOTAL		149

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE



MEDOC ATLANTIQUE

— Communauté de Communes —

De l'estuaire à l'océan !

9 rue du Maréchal d'Ornano • 33780 Soulac-sur-Mer
05 56 73 29 26 • sg@ccmedocatlantique.fr

www.ccmedocatlantique.fr

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 033-200070720-20230223-D2302202315-DE

Berser
Levrault

Grayan-et-l'Hôpital

Hourtin

Jau-Dignac-et-Loirac

Lacanau

Le Verdon

Naujac-sur-Mer

Queyrac

Saint-Vivien-de-Médoc

Soulac-sur-Mer

Talais

Valeyrac

Vendays-Montalivet

Vensac